

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 FÉVRIER 1910.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1910 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. DE BECKER REMY.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1910 s'élève à 4,175,908 francs, soit une augmentation de 128,500 francs sur celui de 1909.

Cette augmentation porte principalement sur les articles suivants du Budget :

ART. 2. — *Personnel des bureaux.*

10,000 francs, en vue de rémunérer le personnel qui desservira l'annexe du Musée commercial établie dans le pavillon dit « Tour japonaise », à Laeken.

ART. 3. — *Matériel.*

10,000 francs, dont 6,000 francs en charge temporaire, pour payer le mobilier de bureau et le matériel de service de l'annexe du Musée commercial établie à Laeken.

(1) Budget, n° 4, V.

(2) La Section centrale, présidée par M. COOREMAN, était composée de MM. VAN CLEEMPUTTE, BEERNAERT, CARTON DE WIART, DAENS, GILLÈS DE PELICHY et DE BECKER REMY.

ART. 6. — *Traitements des agents consulaires et indemnités à quelques agents non rétribués.*

Cet article comporte une majoration de 80,000 francs nécessitée par la création de nouveaux consulats de carrière et par les promotions et augmentations normales de traitement du personnel consulaire.

ART. 10. — *Traitements des drogmans.*

10,000 francs. Cette augmentation est proposée en vue du relèvement des traitements alloués à des drogmans et interprètes.

ART. 14. — *Allocations exceptionnelles et temporaires.*

Le Gouvernement propose une augmentation de 15,000 francs pour pouvoir allouer une indemnité aux agents consulaires et spécialement à ceux qui ont famille, occupant des postes importants dans des résidences où la cherté extraordinaire des loyers entraîne des charges exceptionnelles pour l'installation convenable de l'habitation et de la chancellerie.

ART. 19. — *Frais divers et encouragement au commerce.*

Comporte une majoration de 5,000 francs; cette somme permettra de faire imprimer et distribuer à nos agents consulaires un rapport annuel destiné à les tenir au courant de la situation du commerce et de l'industrie belges.

ART. 20. — *Musée commercial.*

10,000 francs, destinés à l'achat de produits commerciaux, d'échantillons qui constitueront le fonds d'exposition de l'annexe du Musée commercial récemment créée à Laeken. Ces dépenses d'installation (charge temporaire) sont évaluées à environ 7,500 francs.

ART. 6. — *Traitements des agents diplomatiques.*

Le crédit est réduit de 1,349,000 à 1,339,000 francs par suite de mutations dans le corps diplomatique.

A la date du 2 février 1910, le Gouvernement a déposé un amendement à l'article 9, chapitre V du projet de Budget, par lequel il propose d'augmenter de 6,000 francs le crédit primitivement sollicité, afin de permettre la création d'un poste de chancelier à la légation de Washington, poste rendu nécessaire par l'importance des travaux de cette légation.

Le projet de Budget a été adopté dans la 1^{re} section par 10 voix contre 3; dans la 2^e section par 4 voix et 3 abstentions; dans la 3^e section par

12 voix contre 4 et 1 abstention; dans la 4^e section par 8 voix contre 4 et 4 abstentions; dans la 5^e section par 9 voix contre 2 et 6 abstentions; dans la 6^e section par 8 voix contre 2 et 2 abstentions.

La Section centrale a adopté le Budget à l'unanimité.

Nouveaux tarifs douaniers français.

La Chambre des Députés de France, sur la proposition de la Commission des Douanes, vient de voter une tarification nouvelle entraînant une majoration de droits considérable sur les produits importés en France. Ce vote a causé un légitime émoi dans nos sphères industrielles et commerciales.

Lors de la discussion du Budget de 1909, plusieurs membres avaient déjà signalé les dangers des propositions de la Commission française des Douanes. Cette année encore, plusieurs des membres de cette Chambre ont attiré l'attention du Gouvernement sur l'intérêt considérable que présentait la question, tant au point de vue de nos industriels que de nos agriculteurs et de nos horticulteurs.

Le régime nouveau adopté par la Chambre française établit un tarif maximum supérieur de 50 % en moyenne au tarif minimum, et ce tarif minimum a subi des augmentations pour 800 articles environ.

Les classifications du tarif minimum créent environ 200 articles nouveaux pour lesquels les droits sont également élevés.

Beaucoup de nos industries vont se trouver gravement lésées, et parmi elles on signale plus particulièrement celles de la dentelle, de la chaussure, des papiers peints, de construction de locomotives, wagons, etc.

A la demande d'un de ses membres, la Section centrale recommande à l'attention toute spéciale du Gouvernement les requêtes qui lui furent adressées les 14 et 17 décembre 1909, la première par l'Union des fabricants de chaussures d'Iseghem, la seconde par la Chambre syndicale des fabricants de chaussures de Bruxelles, le priant, dans l'intérêt de l'industrie si menacée de la chaussure belge, d'agir promptement et énergiquement par voie diplomatique pour obtenir du Gouvernement français que les articles classés sous le n° 481 du projet de majoration des droits, déposé à la Chambre par la Commission des Douanes, soient disjoints et que les souliers montants soient classés sous le n° 482 souliers découverts.

Un autre membre attire aussi l'attention du Gouvernement sur la requête présentée par les fabricants belges de papiers peints et qui expose la situation néfaste qui sera bientôt faite à leur industrie d'art, si la France élève son droit de douane unique de 10 francs jusqu'à 17 et 25 francs, taux votés par la Chambre des Députés. Déjà le marché allemand leur est prohibé par des droits de 15 et de 30 francs.

Si la France leur ferme aussi ses portes, ces deux pays pourront, plus que jamais, nous enlever la plus forte partie de la consommation belge; et que restera-t-il alors pour eux?

A leur avis, des droits réciproques leur permettraient la lutte à armes égales. Si le traité avec l'Allemagne et si la clause des avantages de la nation la plus favorisée sont peut-être des obstacles à la modification du droit unique de 8 francs imposé aux papiers à meubles par l'article 46 du Tarif belge A, ce même article fait cependant expressément exception pour les qualités riches et de luxe. Sur celles-ci, ainsi que sur les bordures y non spécifiées, il est loisible aux Chambres législatives belges d'établir des droits plus élevés, comme déjà en Allemagne et bientôt en France.

Ils ont prié le Gouvernement de provoquer cette mesure de défense pour le cas où il n'obtiendrait pas le *statu quo* ou s'il ne lui était pas possible d'appliquer les mêmes droits que ceux de nos puissants voisins.

Question.

« On demande l'intervention du Gouvernement pour la défense des intérêts de l'agriculture, de l'horticulture et d'autres industries, menacés par le nouveau tarif douanier proposé aux Chambres françaises. »

Réponse.

« Le Gouvernement s'est préoccupé, dès l'origine, des conséquences du projet de revision du tarif des douanes dont a été saisi le Parlement français, et il a fait, en temps utile, les démarches que réclamait la sauvegarde des intérêts belges.

» A la suite du vote du projet de nouveau tarif par la Chambre des Députés, il a tenu à associer les intéressés à l'examen des mesures que pouvait comporter la situation, et il a consulté à cet effet le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce.

» Ce collège s'est réuni en séance plénière le 12 janvier; il a chargé une commission de s'occuper activement de la question. Cette commission poursuit actuellement ses travaux.

» Lorsque le Conseil supérieur se sera prononcé, le Gouvernement, renseigné sur les vues des milieux intéressés, pourra prendre en parfaite connaissance de cause les décisions opportunes. Il ne négligera rien pour remédier aux conséquences qu'aurait, pour nos producteurs, la mise en vigueur du tarif adopté par la Chambre française. »

Outre la majoration des droits d'entrée, la nouvelle loi de douane votée par la Chambre française prévoit une taxe à charge des patrons occupant plus de cinq ouvriers n'ayant pas leur résidence habituelle en France.

Cette question, qui a déjà fait l'objet d'un débat au sein du Parlement belge, intéresse nos travailleurs et plus spécialement les populations de nos frontières, dont un grand nombre d'habitants vont journellement chercher en France un travail rémunérateur.

Nous avons la ferme confiance que le Gouvernement défendra avec

énergie les intérêts de nos nationaux, et nous osons espérer que ses représentations et les négociations entamées seront couronnées de succès et parviendront tout au moins à atténuer dans une large mesure les effets désastreux que l'application du nouveau tarif pourrait avoir pour nos producteurs.

CHAPITRE I^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE.

La Section centrale a cru devoir signaler au Gouvernement une question formulée en sections au sujet de l'annexe du Musée commercial établie à Laeken dans le pavillon dit « Tour japonaise ».

Question.

« Les dépenses pour la Tour japonaise. Pourquoi sont-elles au Budget des Affaires Étrangères? »

Réponse.

« Dans le courant de l'année dernière, S. M. Léopold II a mis la Tour japonaise de Laeken à la disposition de l'État en vue de l'installation d'une exposition permanente de produits pouvant faire l'objet d'échanges commerciaux entre la Belgique et le Japon.

» Cette exposition publique sera une annexe du Musée commercial qui ressortit au Département des Affaires Étrangères, et c'est pour cette raison que les dépenses à résulter de son organisation et de son fonctionnement figurent au Budget du même Département.

» L'exposition belgo-japonaise réunira, dans un cadre approprié, des spécimens des produits artistiques et industriels du Japon en même temps que des articles qui alimentent ou pourraient avantageusement alimenter les échanges entre la Belgique et ce pays. On y trouvera, en outre, des reproductions de monuments et de sites remarquables du Japon, d'établissements industriels et de constructions diverses, ainsi que des documents concernant les moyens de communication, le mouvement des importations et des exportations, etc., en un mot, tout ce qui peut contribuer à faire mieux connaître et apprécier les intérêts réciproques des deux pays. »

CHAPITRE III.

CONSULATS.

L'article 7, chapitre III du projet de Budget prévoit une augmentation de 80,000 francs pour la création de nouveaux consulats et pour les promotions et augmentations de traitement du personnel consulaire.

Nous ne pouvons que féliciter le Gouvernement d'entrer résolument dans

cette voie et de donner suite au programme tracé par la Commission spéciale nommée par le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce à la suite du message que le Ministre actuel des Affaires Étrangères a adressé, le 7 octobre 1908, au Président de ce Conseil.

Dans ce message, l'honorable Ministre disait :

« Le Gouvernement du Roi, animé du désir d'assurer, autant qu'il dépend »
» de lui, la complète efficacité de la mission économique des agents du »
» service extérieur, en s'inspirant des vœux du commerce et de l'industrie »
» belges, vous serait reconnaissant, Monsieur le Président, de convoquer le »
» Conseil supérieur, à l'effet de prendre son avis sur les moyens pratiques »
» de réaliser ce but. »

Le Conseil, après discussion, renvoya ce message, pour rapport, à une Commission spéciale qui arrêta le programme des questions à examiner.

Ce rapport, qui a été adopté en séance plénière du Conseil, est très complet et résume, peut-on dire, la question des consulats en indiquant les vœux et les desiderata du commerce et de l'industrie belges. Il traite successivement :

Du rôle des agents du service extérieur en matière économique;

Des qualités requises pour que les agents puissent remplir efficacement ce rôle économique;

De l'intervention du Gouvernement.

Les discussions très intéressantes que provoqua la question des consulats, tant à la Chambre qu'au Sénat, à l'occasion de la discussion du Budget des Affaires Étrangères des années précédentes, les rapports de la Section centrale des années antérieures disent assez l'intérêt qui s'y rattache.

Il n'est pas inutile de constater que le crédit pour le traitement des agents consulaires et indemnités à quelques agents non rétribués, qui s'élevait en 1891 à 566,000 francs, atteint au présent Budget la somme de 1,176,000 francs.

Un effort considérable a été fait; mais il reste encore beaucoup à faire.

Nous comprenons que le Gouvernement, qui a la responsabilité de la création des postes, de la détermination de leur ressort et du choix du personnel, ne peut procéder d'une manière trop rapide; mais il y a lieu de ne pas perdre de vue notre situation unique au point de vue commercial.

Lors de la discussion du message envoyé par le Ministre des Affaires Étrangères au Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, un membre de cette assemblée faisait très justement observer que :

« Si la Belgique, au lieu d'être la cinquième puissance du commerce »
» mondial, était la cinquième puissance militaire ou navale, on n'hésiterait »
» pas un instant à voter des millions pour acquérir les derniers modèles »
» de canons, fusils, sous-marins et avions nécessaires pour conserver »
» son rang.

« Peut-on raisonnablement hésiter à dépenser quelques centaines de

» mille francs, non pas seulement pour assurer notre suprématie, mais
» simplement pour défendre nos intérêts commerciaux et industriels à
» l'étranger? »

Les autres nations qui occupent un rang inférieur au point de vue du commerce et des exportations de leurs produits font des sacrifices bien plus considérables. Ne citons que l'Autriche-Hongrie, qui consacre 11 millions 750,000 francs à ses légations et à ses consulats, et l'Italie, qui dépense pour ses agents diplomatiques 2,387,000 francs et pour ses consulats 3,592,000 francs.

L'outillage économique d'une nation doit être en rapport avec sa force de production.

C'est justement en ce moment, où la lutte devient de plus en plus âpre et difficile par suite de la perte de certains marchés qui nous seront interdits par l'augmentation des droits d'entrée devenus prohibitifs, que nous devons développer nos relations commerciales et faire mieux connaître notre pays et ses produits.

Ceux-ci, il est triste de devoir le dire, arrivent souvent au consommateur sans que celui-ci en connaisse le pays d'origine.

S'il est vrai que notre pays de surproduction et de surpopulation n'aura jamais trop de représentants dans toutes les parties du monde, il n'est pas moins vrai que nos exportateurs devront également faire un effort sérieux.

Nous avons tous pu constater le développement prodigieux du commerce et de l'industrie chez les peuples qui nous entourent. Ce développement, ils le doivent à l'admirable organisation qu'ils ont donnée à leur armée de représentants et de voyageurs qu'ils envoient dans tous les pays du globe.

Ces agents trouvent auprès de leurs consuls aide et protection, l'activité de ces consuls est d'autant plus grande, qu'il leur est donné plus souvent occasion de se rendre utile aux représentants de leurs nationaux.

Ce que les autres nations ont fait, nous pouvons le faire; nous pouvons créer les mêmes organismes pour faciliter nos exportations et défendre nos intérêts.

N'attendons pas tout du Gouvernement; que les particuliers fassent leur devoir, lui fera le sien; car il ne peut se soustraire à sa mission de protection qu'il doit à nos nationaux et à leurs intérêts.

Nous nous permettons encore de signaler à l'attention du Gouvernement l'importance de la question du logement de nos agents diplomatiques à l'étranger et en particulier de nos agents consulaires.

L'article 14 du projet de Budget prévoit un crédit de 15,000 francs pour des indemnités temporaires exceptionnelles à accorder à certains de nos agents désignés pour des résidences où les loyers sont particulièrement élevés.

Nous ne pouvons qu'applaudir à cette mesure, mais la tentative semble encore bien timide. Il est de l'intérêt évident de notre commerce extérieur de voir les représentants de la Belgique logés convenablement et à portée de ceux qui doivent s'adresser à eux. Il est humiliant et pour nos agents

et pour nos nationaux de devoir faire des comparaisons fâcheuses avec la manière dont sont logés les consuls d'autres pays souvent moins riches et ayant des intérêts peut-être moindres à défendre.

Lors de la discussion du Budget en Sections et en Section centrale, il a été présenté diverses observations et formulé diverses questions concernant les nouveaux postes de consul à créer, le stage à imposer aux candidats-consuls, l'emploi de la langue flamande et l'intérêt qu'il y aurait à s'occuper de notre industrie dentellière au point de vue de l'exportation.

Questions.

« a) Dans quelles villes le Gouvernement compte-t-il établir les nouveaux postes consulaires que prévoit le Budget pour 1910?

» b) Multipliera-t-il les postes de consuls de carrière?

» c) Quelle suite le Gouvernement compte-t-il donner au rapport fait au nom du Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie sur notre régime consulaire? »

Réponses.

« a) Le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce s'est prononcé pour la création de postes consulaires rétribués dans certaines villes d'Europe, notamment à Bâle, à Barcelone, à Budapest, à Bergen, à Dunkerque, à Galatz, à Gênes, à Hambourg, au Havre, à Londres, à Milan, à Riga, à Ruhrort et à Salonique.

» Le Département des Affaires Étrangères a procédé à une enquête ayant pour but de déterminer quels seraient ceux de ces postes dont la création immédiate serait opportune.

» Il ne serait toutefois pas en mesure de faire connaître dès à présent les décisions définitives qui interviendront.

» Conformément au vœu émis par le Conseil supérieur, le siège du Consulat général dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande a été transféré de Liverpool à Londres. Un local situé dans la cité a été mis à la disposition du titulaire du poste pour y établir sa chancellerie.

» b) Les nouveaux crédits sollicités de la Législature pour l'exercice 1910 permettent l'établissement de quatre postes consulaires nouveaux. Ceux-ci seront créés avant la fin de l'année en cours.

» c) Le Gouvernement ne peut que rendre hommage au travail accompli par le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce au cours de son enquête concernant les moyens pratiques d'assurer la complète efficacité de la mission économique des agents du service extérieur.

» Le Département des Affaires Étrangères ne manquera pas de s'inspirer des conclusions du rapport présenté au nom du Conseil en vue des mesures à prendre pour améliorer la représentation de nos intérêts commerciaux à l'étranger. Il en sera notamment tenu compte pour l'utilisation des nouveaux crédits sollicités au Budget de l'exercice en cours. »

Question.

« N'y a-t-il pas lieu d'imposer un stage aux candidats-consuls dans les bureaux de nos sociétés d'exportations ou dans ceux d'entreprises belges à l'étranger? »

Réponse.

« Le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce s'est prononcé en faveur du renforcement du stage commercial à imposer aux agents de la carrière consulaire rétribuée.

» Les mesures à prendre à cet effet devront faire l'objet d'un examen approfondi. Le Gouvernement compte, pour cette étude préliminaire ainsi que pour les expériences à tenter, sur le concours dévoué des associations commerciales et industrielles du Royaume. »

Question.

« On demande un ou des interprètes flamands dans les régions de France où nous n'avons pas de consuls de carrière ou connaissant le flamand et que fréquentent particulièrement les ouvriers flamands. »

Réponse.

« Le corps consulaire belge se compose d'agents rétribués et d'agents non rétribués.

» La connaissance de nos deux langues nationales est exigée pour l'obtention du diplôme de licencié en sciences commerciales et consulaires, diplôme qui donne accès à la carrière consulaire *rétribuée*.

» Les agents *non rétribués* sont, autant que possible, choisis parmi les *Belges* résidant à l'étranger et, de préférence, parmi ceux qui posséderaient un diplôme d'aptitude. Ce n'est qu'à défaut de Belges que les étrangers peuvent être appelés aux fonctions dont il s'agit.

» La connaissance des langues usitées en Belgique constitue toujours une cause de préférence. Elle est tout particulièrement exigée des agents appelés à exercer leurs fonctions dans des régions où se portent en grand nombre nos compatriotes, soit qu'il s'agisse de pays de colonisation ou de ports étrangers visités régulièrement par des marins belges, soit qu'il s'agisse de pays limitrophes.

» Des collaborateurs connaissant le flamand sont adjoints aux titulaires de semblables postes, lorsqu'il est constaté que ceux-ci ne sont pas suffisamment au courant de nos deux langues nationales. »

Question.

« Le Gouvernement ne pourrait-il pas s'intéresser plus particulièrement à l'industrie dentellière? La faire connaître à l'étranger par ses consuls et

faire faire une enquête par les consuls compétents sur le développement de cette industrie en Chine et au Japon ? »

Réponse.

« Le Gouvernement ne perd pas de vue les intérêts de l'industrie dentellière.

» Il a procédé, il y a quelques années, à une enquête sur le commerce des dentelles dans les principaux pays étrangers. Les résultats de cette enquête ont été publiés dans le *Bulletin commercial*.

» Le Département des Affaires Étrangères a reçu depuis lors des renseignements utiles pour nos exportateurs de dentelles et notamment des adresses d'acheteurs et d'agents recommandables sur différents marchés.

» Il se prêtera volontiers, comme d'ailleurs pour tout autre produit de l'activité nationale, à mettre à jour et à compléter les indications qu'il possède, en s'inspirant dans la plus large mesure des demandes formulées par les intéressés.

» Il vient de charger ses agents en Chine et au Japon de faire rapport sur le développement de l'industrie dentellière dans ces pays. »

Question.

« Une section signale l'intérêt qu'il y aurait à réaliser une entente entre les Gouvernements et les banques pour faciliter les échanges monétaires ; de même pour arriver à une entente pour les tarifs douaniers internationaux. »

Réponse.

« Le Gouvernement apprécie toute l'utilité qu'offrirait une entente internationale sur les questions indiquées et il associerait volontiers ses efforts à ceux d'autres pays pour faciliter un accord en ces matières. Les divergences qui existent actuellement dans les législations, comme les tendances qui se sont affirmées de divers côtés en ce qui concerne la politique douanière, ne permettent guère, toutefois, d'envisager comme prochaine la possibilité d'une solution internationale de ces questions. »

*
* *

Au chapitre V du Budget il a été demandé quelques explications sur l'utilité du maintien de la garde de la Légation à Peking.

Question

« La Section centrale demande quelques explications sur la garde de la Légation de Belgique à Péking. »

Réponse.

« La garde de la Légation de Belgique à Péking se compose d'un officier et vingt hommes. Ce chiffre est celui qui a été arrêté à l'origine.

» Le Département des Affaires Étrangères, afin de se rendre compte de l'opportunité du maintien de la garde belge, a demandé dernièrement à la Légation du Roi, à Péking, de lui communiquer tous les renseignements qu'elle pourrait recueillir sur la situation actuelle des gardes des autres Légations étrangères en Chine.

» Il résulte du rapport que le Chargé d'affaires de Belgique a fait à ce sujet, que les Puissances représentées à Péking n'ont pas encore envisagé l'opportunité du retrait des contingents de troupes qu'elles y entretiennent: L'effectif des gardes de presque toutes les Puissances n'a, en effet, pas été sensiblement diminué.

» Dans ces conditions, le Gouvernement croit devoir maintenir encore le *statu quo* en ce qui le concerne. »

*
* *

Les crédits portés aux chapitres VI et VII pour la quote-part de la Belgique dans les frais de certains Bureaux internationaux ont attiré l'attention des membres de la Section centrale et ont amené celle-ci à signaler à M. le Ministre des Affaires Étrangères l'intérêt qu'il y aurait pour la Belgique de posséder sur son territoire un plus grand nombre de ces Bureaux.

Question.

« Plusieurs pays, entre autres la Suisse et la Hollande, font des démarches instantes et incessantes afin de posséder sur leur territoire les Bureaux internationaux dont on s'occupe beaucoup en ce moment. La Suisse a le Bureau international de la Convention postale et celui du Travail.

» La Hollande a le Tribunal de La Haye.

» Les congrès qui se préparent pour l'Exposition de Bruxelles s'ouvrent par le Congrès des congrès.

» Le Gouvernement ne pourrait-il s'employer à conserver ce Bureau à Bruxelles et à y annexer d'autres Bureaux internationaux dont la création paraît prochaine. »

Réponse.

« *Bureaux internationaux.*

» Le Gouvernement ne négligera aucun effort pour conserver et pour faire fixer en Belgique le siège des Bureaux internationaux, dès qu'il lui paraîtra que le pays peut y avoir intérêt. »

*
* * *

Au chapitre VII, article 20, certaines observations ayant été présentées au sujet du Musée commercial et du mode de publicité organisé en sa faveur, il a paru intéressant de connaître exactement les moyens employés pour le faire connaître du public.

Question.

« On demande une publicité plus grande pour le Musée commercial établi à Bruxelles. Beaucoup d'intéressés de province ne le connaissent pas ou ne le trouvent pas quand ils viennent à Bruxelles. Publicités diverses dans les locaux de : Banque nationale, postes, gares, etc., etc., journaux d'associations. »

Réponse.

« Pour signaler à l'attention des intéressés le Musée commercial, qui existe d'ailleurs depuis près de vingt-huit ans, le Gouvernement a recours à divers modes de publicité.

» C'est ainsi qu'une annonce permanente figure dans l'*Indicateur officiel des trains*.

» Les principaux livres d'adresses et répertoires industriels belges contiennent des avis détaillés concernant le Musée commercial.

» Celui-ci envoie à tous les journaux qui consentent à les insérer des avis annonçant les audiences consulaires et le dépôt au Musée commercial des documents relatifs aux adjudications importantes ouvertes à l'étranger.

» Les expositions temporaires de produits belges organisées depuis quelque temps, dans l'immeuble de la rue des Augustins, par le Ministère de l'Industrie et du Travail sont également l'objet d'une publicité très large, dont le Musée profite.

» Ces mesures ont contribué au développement vraiment remarquable de la fréquentation du Musée que l'on a pu constater au cours des dix dernières années. Le nombre moyen de visiteurs par jour, qui en 1899 était de 139, s'est élevé en 1909 à 239, soit une augmentation journalière de 100 personnes.

» Le Département des Affaires Étrangères au surplus se prêterait bien volontiers à examiner les autres moyens pratiques qui pourraient être employés pour faire connaître mieux encore un service dont l'utilité dépend avant tout de l'empressement que le public met à y recourir. »

Outre ces divers modes de publicité qui ont déjà donné de bons résultats, n'y aurait-il pas lieu d'utiliser des emplacements dans les gares et les wagons de chemin de fer, les bureaux des postes et télégraphes, les agences de la Banque Nationale, en y plaçant des avis d'une couleur un peu spéciale se différenciant des innombrables avis officiels qui s'y trouvent habituellement.

Ces avis devraient faire connaître l'institution et les renseignements qu'on peut y trouver.

Question.

« Musée des produits belges au Palais du Cinquantenaire, organisé par la Division de l'Industrie. Qu'est-il devenu? »

Réponse.

« Le Musée de produits belges du Palais du Cinquantenaire relève du Ministère de l'Industrie et du Travail, et le Département des Affaires Étrangères n'a jamais eu à s'occuper de cette institution. Mais, depuis le commencement de l'année dernière, il a prêté au Département de l'Industrie un concours empressé pour l'organisation, dans les locaux du Musée commercial de l'État, d'une série d'expositions partielles et temporaires.

» Ces expositions, qui ont été accueillies très favorablement par le public, se font au moment de la publication des fascicules des « monographies industrielles » et elles comprennent des échantillons de produits mentionnés dans le dernier fascicule paru. »

*
* *

Au chapitre VII, un membre d'une des sections a signalé l'inconvénient qui résulterait de l'intervention simultanée du Département des Affaires Étrangères et de celui de l'Intérieur et de l'Agriculture dans le Service sanitaire de l'émigration qui dépendrait de ces deux Départements.

Question.

« On demande la réunion à un seul Département des services sanitaires de l'émigration qui ressortissent de deux Départements — Agriculture et Affaires Étrangères. »

Réponse.

« Le service médical de l'émigration est entièrement assuré par le Département des Affaires Étrangères.

» Ce service a pour objet d'empêcher l'embarquement à Anvers d'émigrants atteints d'affections contagieuses et qui, pendant la traversée, constitueraient un danger de contamination pour les autres passagers de même catégorie. Il interdit, en outre, le départ de personnes affligées de maladies non contagieuses ou d'infirmités qui, en vertu des lois sur l'immigration, s'opposeraient à leur admission dans le pays de destination.

» La visite médicale s'effectue dans le port même, immédiatement avant l'embarquement.

» Le même service a dans ses attributions la surveillance des logements d'émigrants.

» Il a donc pour but unique de *protéger les émigrants*.

» Par contre, la surveillance sanitaire organisée depuis peu à la gare

centrale d'Anvers par le service de l'hygiène relevant du Ministère de l'Intérieur et de l'Agriculture a pour but de *protéger la ville d'Anvers* et, par suite, le pays tout entier contre l'introduction de maladies contagieuses par les émigrants ou par d'autres voyageurs traversant la Belgique.

» Ce service examine les émigrants à la gare d'Anvers après l'arrivée des trains et décide s'ils peuvent être autorisés à entrer en ville.

» La mission des deux services est donc différente, et ils n'opèrent ni simultanément ni dans le même local. Aussi leur fusion, qui offrirait de sérieuses difficultés d'exécution, ne semble-t-elle présenter aucun avantage pratique. »

Le Rapporteur,
DE BECKER REMY.

Le Président,
COOREMAN.

Bruxelles, le 2 février 1910.

*A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants,
à Bruxelles.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à un amendement à apporter au projet de Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1910.

Ensuite de cet amendement, ledit projet de Budget s'élève à 4,181,908 francs.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

JUL. LIEBAERT.

NOTE.

AMENDEMENT.

CHAPITRE V.

**DÉPENSES DIVERSES RELATIVES AUX LÉGATIONS
ET AUX CONSULATS.**

ART. 9. — Traitement d'un chancelier et d'un commis de chancellerie à Paris. — *Traitement d'un chancelier à Washington*; traitement d'un commis de chancellerie à Berlin . fr. 27,000

HOOFDSTUK V.

**VERSCHILLENDE UITGAVEN BETREFFENDE
DE GEZANTSCHAPPEN EN CONSULATEN.**

ART. 9. — Jaarwedde van eenen kanselier en van eenen klerk der kanselarij te Parijs. — *Jaarwedde van eenen kanselier te Washington*; jaarwedde van eenen klerk der kanselarij te Berlijn fr. 27,000

On propose d'augmenter de 6,000 francs le crédit primitivement sollicité.

L'importance des travaux de la Légation à Washington y rend nécessaire la création d'un poste de chancelier.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 FEBRUARI 1910.

Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken
voor het dienstjaar 1910 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **DE BECKER REMY**.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting voor het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, dienstjaar 1910, bereikt het cijfer van 4,175,908 frank, dus 128,500 frank meer dan de Begrooting van 1909.

Deze verhooging betreft voornamelijk de volgende artikelen der Begrooting :

ART. 2. — *Personeel der bureelen.*

10,000 frank als jaarwedde van het personeel dat dienst zal doen in de aanhoorigheid van het Handelsmuseum, gevestigd in het paviljoen bekend onder den naam van « Tour japonaise », te Laken.

ART. 3. — *Materieel.*

10,000 frank, waarvan 6,000 frank als tijdelijke last, tot het betalen van de bureelmeubelen en het dienstmaterieel van de aanhoorigheid van het Handelsmuseum, gevestigd te Laeken.

(1) Begrooting, n^o 4, V.

(2) De Middenafdeeling, voorgezet door den heer COOREMAN, bestond uit de heeren VAN CLEEMPUTTE, BEERNAERT, CARTON DE WIART, DAENS, GILLÈS DE PÉLICHY en DE BECKER REMY.

ART. 6. — *Jaarwedden der consulaire agenten en toelagen aan sommige onbezoldigde agenten.*

Dit artikel bedraagt eene verhooging van 80,000 frank, veroorzaakt door het inrichten van nieuwe beroepsconsulaten en door de promotiën en de gewone verhoogingen der jaarwedden van de consulaire agenten.

ART. 10. — *Jaarwedden der drogmans.*

10,000 frank. Deze verhooging wordt voorgesteld met het doel de jaarwedde te verhoogen, aan drogmans en tolken toegekend.

ART. 14. — *Buitengewone en tijdelijke toekenningen.*

De Regeering stelt eene verhooging voor van 15,000 frank, ten einde eene tegemoetkomst te kunnen toekennen aan consulaire agenten, en bijzonderlijk aan hen die een huisgezin hebben, welke moeten verblijven in plaatsen waar de buitengewone duurte der huishuren ook buitengewone onkosten medebrengt voor de behoorlijke inrichting van de woning en de kanselarij.

ART. 19. — *Verschillende kosten en aanmoediging van den koophandel.*

Hier is eene verhooging van 5,000 frank; deze som zal toelaten een jaarlijksch verslag te doen drukken en dit aan onze consulaire agenten rond te deelen ten einde ze op de hoogte te houden van den toestand van België's handel en nijverheid.

ART. 20. — *Handelsmuseum.*

10,000 frank bestemd voor den aankoop van handelsproducten en monsters welke den grondvoorraad zullen vormen van tentoonstellingen in de aanhoorigheid van het Handelsmuseum, onlangs te Laken opgericht. Deze inrichtingskosten (tijdelijke last) worden geschat op ongeveer 7,500 frank.

ART. 6. — *Jaarwedden der diplomatieke agenten.*

Het krediet wordt van 1,349,000 op 1,339,000 frank gebracht, ten gevolge van persoonsverwisselingen in het diplomatische korps.

Op 2 Februari 1910 diende de Regeering een amendement in op artikel 9, hoofdstuk V, van het ontwerp van Begrooting, waarbij zij voorstelde het eersteaangevraagde krediet met 6,000 frank te verhoogen ten einde een post van kanselier bij het gezantschap te Washington in te richten, welke post noodzakelijk werd door het toenemen van het werk van dit gezantschap.

Het ontwerp van Begrooting werd aangenomen in de 1^{ste} afdeeling met 10 stemmen tegen 3; in de 2^{de} afdeeling met 4 stemmen en 3 onthoudingen; in de 3^{de} afdeeling met 12 stemmen tegen 4 en 1 onthouding; in de 4^{de} afdeeling met 8 stemmen tegen 4 en 4 onthoudingen; in de 5^{de} afdeeling met 9 stemmen tegen 2 en 6 onthoudingen; in de 6^{de} afdeeling met 8 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen.

De Middenafdeeling keurde het ontwerp van Begrooting goed met algemeene stemmen.

Nieuwe Fransche toltarieven.

Op voorstel van de Tolcommissie heeft onlangs de Kamer van Afgevaardigden van Frankrijk nieuwe tarieven gestemd, welke eene aanzienlijke verhooging van rechten medebrengen op de producten die in Frankrijk ingevoerd worden. Deze stemming heeft onze nijverheids- en handelskringen terecht ontroerd.

Tijdens de beraadslaging over de Begrooting van 1909 hadden reeds verscheidene leden gewezen op de gevaren welke het voorstel van de Fransche Tolcommissie medebracht. Ook dit jaar hebben verscheidene leden van deze Kamer de aandacht van de Regeering gevestigd op het aanzienlijk belang dat deze vraag opleverde, zoowel voor onze nijveraars als voor onze land- en tuinbouwers.

Het nieuwe stelsel, door de Fransche Kamer aangenomen, bepaalt een maximum-tarief dat gemiddeld 30 % hooger is dan het minimum-tarief, en dit minimum-tarief werd verhoogd voor ongeveer 800 artikelen.

De klassenverdelingen van het minimum-tarief voeren ongeveer 200 nieuwe artikelen in, voor welke ook hooge rechten worden gesteld.

Vele onzer nijverheidstakken zullen daardoor zwaar getroffen worden en onder deze meer bijzonderlijk het kantwerken, de fabrieken van schoenen, van behangselpapieren, de fabrieken van locomotieven, treinwagens, enz.

Op aanvraag van een harer leden, roept de Middenafdeeling de zeer bijzondere aandacht van de Regeering op de verzoekschriften welke werden ingezonden op 14 en 17 December 1909, het eerste door de « Union des fabricants de chaussures d'Iseghem », het tweede door de « Chambre syndicale des fabricants de chaussures de Bruxelles », waarbij deze haar verzoeken in het belang van de zoo bedreigde nijverheid van het Belgische schoeisel, met spoed en kracht, langs den diplomatischen weg, van de Fransche Regeering te verkrijgen dat de artikelen, gerangschikt onder n^o 481 van het ontwerp van verhoging van rechten; in de Kamer door de Tolcommissie nedergelegd, zouden gesplitst worden en dat de hooge schoenen zouden gerangschikt worden onder n^o 482, met de lage schoenen.

Een ander lid trekt de aandacht van de Regeering op het verzoekschrift ingezonden door de Belgische fabrikanten van behangselpapier waarin dezen den noodlottigen toestand uitleggen waarin hunne kunstnijverheid zal

geraken indien Frankrijk zijn eenig tolrecht van 10 frank brengt op 17 en op 25 frank, zooals het door de Kamer van Afgevaardigden werd gestemd. Reeds werd hun de Duitsche markt gesloten door rechten van 15 en van 30 frank.

Indien Frankrijk insgelijks hare deuren sluit, kunnen beide landen meer dan ooit ons het grootste gedeelte van de Belgische klandizie ontnemen ; en wat zal hun dan overblijven?

Volgens hen, zouden wederkeerige rechten hun toestaan met gelijke wapens te strijden. Zijn de overeenkomst met Duitschland en de bepaling van de voordeelen van de meest begunstigde natie misschien hinderpalen tot de wijziging van het eenig recht van 8 frank, hetwelk de gewone behangselpapieren moeten betalen, volgens artikel 46 van het Belgische Tarief A, dan toch bepaalt dit artikel uitdrukkelijk uitzonderingen voor de dure en de luxekwaliteiten. Op deze, alsook op de randen welke daarin niet bepaald zijn, kunnen de Belgische Wetgevende Kamers hogere rechten stellen, zooals reeds in Duitschland het geval is en weldra in Frankrijk zal zijn.

Zij verzoeken de Regeering dezen verdedigingsmaatregel te willen nemen ingeval zij niet zou kunnen verkrijgen, dat het *statu quo* blijft bestaan of ingeval het haar niet mogelijk zijn zou dezelfde rechten toe te passen als onze machtige naburen.

Vraag.

« Men vraagt dat de Regeering zou willen tusschenkomen om de belangen te verdedigen van den landbouw, den tuinbouw, en andere nijverheidstakken die bedreigd worden door het nieuwe toltarief, in de Fransche Kamers voorgesteld. »

Antwoord.

« Van het begin af heeft de Regeering zich bekommerd over de gevolgen die het voorstel tot herziening van het toltarief, aan de Fransche Kamers onderworpen, zou medebrengen en ten behoorlijken tijde heeft zij stappen gedaan tot bescherming van de Belgische belangen.

» Na de aanneming van het voorstel van het nieuw tarief door de Kamer van Afgevaardigden, heeft zij, met de medewerking van de belanghebbenden, de maatregelen willen onderzoeken die de toestand medebracht en heeft zij te dien einde den Hoogen Raad van nijverheid en handel geraadpleegd.

» Deze Raad hield eene algemeene vergadering op 12 Januari; hij belastte eene commissie zich vlijtig met de zaak bezig te houden. Deze commissie zet thans haar werk voort.

» Wanneer de Hooge Raad uitspraak zal gedaan hebben, zal de Regeering, beter ingelicht omtrent de wenschen van de belanghebbenden, met volle kennis van zaken de noodige beslissingen kunnen nemen. Niets zal

verzuimd worden om de gevolgen te verhelpen, die de in werking treding van het tarief, door de Fransche Kamer aangenomen, voor onze nijveraars zou hebben. »

Niet alleen voorziet de nieuwe tolwet door de Fransche Kamer gestemd eene verhooging van inkomende rechten, maar ook eene taxe ten laste van de patroons gebruikende meer dan vijf werklieden, die in Frankrijk hun gewoon verblijf niet hebben.

Deze zaak, waarover reeds in het Belgische Parlement gesproken werd, is van groot belang voor onze werkers en meer bijzonder voor de bevolking langs onze grenzen, waar iederen dag een aantal lieden in Frankrijk een wel betaald werk gaan verrichten.

Wij stellen ten volle vertrouwen in de Regeering die met kracht de belangen van onze bevolking zal verdedigen en wij durven de hoop uitdrukken dat hare bedenkingen en de begonnen onderhandelingen met goeden uitslag zullen worden bekroond en, ten minste voor een groot deel, de noodlottige gevolgen zullen verzachten die de toepassing van het nieuw tarief voor onze voortbrengers zou hebben.

HOOFDSTUK I.

HOOFDBESTUUR.

De Middenafdeeling meende de Regeering aandachtig te moeten maken op eene vraag, welke in de afdeelingen geopperd werd, betreffende de aanhoorigheid van het Handelsmuseum, te Laken gevestigd in het paviljoen gekend onder den naam van « Tour japonaise ».

Vraag.

« De uitgaven voor de « Tour japonaise ». Waarom komen die voor op de Begrooting van Buitenlandsche Zaken? »

Antwoord.

« In den loop van het vorige jaar heeft Z. M. Leopold II de « Tour japonaise » van Laken ter beschikking gesteld van den Staat, ten einde daar eene voortdurende tentoonstelling in te richten van alle voortbrengselen die geschikt zijn voor den ruilhandel tusschen België en Japan.

» Deze openbare tentoonstelling zal eene aanhoorigheid zijn van het Handelsmuseum, dat van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken afhangt en daarom komen de uitgaven, veroorzaakt door het inrichten en de werking ervan, voor op de Begrooting van hetzelfde Ministerie.

» De Belgisch-Japansche tentoonstelling zal, in eene geschikte omgeving, de kunst- en nijverheidsproducten van Japan bijeenbrengen, terzelfder tijd als de artikelen die den ruilhandel tusschen België en dit land uitmaken

of zouden kunnen uitmaken. Verder zal men daar ook vinden de afbeeldingen van merkwaardige gebouwen en landschappen van Japan, van industrieele inrichtingen en verschillende gebouwen, alsook documenten betreffende de middelen van gemeenschap, de beweging van in- en uitvoer, enz., in 't kort, alles wat kan strekken om de wederkeerige belangen van beide landen beter te doen kennen en schatten. »

HOOFDSTUK III.

CONSULATEN.

Artikel 7, hoofdstuk III van het ontwerp van Begrooting voorziet eene verhooging van 80,000 frank voor de inrichting van nieuwe consulaten en voor de promotiën en verhoogingen van jaarwedden van het consulaire personeel.

Wij kunnen de Regeering slechts gelukwensen zoo moedig dezen weg in te slaan en het programma te volgen dat uiteengezet werd door de Bijzondere Commissie, benoemd door den Hoogen Raad voor nijverheid en handel, na de mededeeling door den huidige Minister van Buitenlandsche Zaken op 7 October 1908 gezonden aan den Voorzitter van dien Raad.

In deze mededeeling zegde de achtbare Minister :

« De Regeering van den Koning, bezielt met het verlangen om, voor »
» zooverre het van haar afhangt, de volkomene genoegzaamheid van de »
» economische zending der agenten van den buitenlandschen dienst te »
» verzekeren, de wenschen van den handel en van de nijverheid indach- »
» tig, zou u dankbaar zijn, Mijnheer de Voorzitter, den Hoogen Raad »
» bijeen te roepen, ten einde zijn advies in te winnen over de practische »
» middelen om dit doel te bereiken. »

Na beraadslaging, verzond de Raad deze mededeeling aan eene Bijzondere Commissie om daarover verslag te doen en deze stelde het programma vast van de vragen die onderzocht moesten worden.

Dit verslag, in algemeene zitting van den Raad aangenomen, is zeer volledig en vat, om zoo te zeggen, de gansche quaestie der consulaten te zamen, de wenschen en verlangens van den Belgischen handel en nijverheid aanduidende. Het behandelt achtereenvolgens :

De zending der agenten van den buitenlandschen dienst op economisch gebied ;

De hoedanigheden, van de agenten geëischt, opdat zij deze economische zending met krachtadigheid zouden kunnen vervullen ;

De tusschenkomst van de Regeering.

De zeer belangrijke besprekingen door de quaestie van de consulaten uitgelokt, zoowel in de Kamer als in den Senaat, ter gelegenheid van de beraadslaging over de Begrooting van Buitenlandsche Zaken van de vorige

jaren, de verslagen, vroeger opgesteld door de Middenafdeeling, bewijzen genoeg hoeveel belang men in de zaak stelde.

Het is niet overbodig op te merken, dat het krediet voor de jaarwedden van de consulaire agenten en de vergoedingen aan eenige onbezoldigde agenten, hetwelk in 1891 566,000 frank bedroeg, in de tegenwoordige Begrooting de som van 1,176,000 frank bereikt.

Veel werd er reeds gedaan, maar er blijft nog veel te doen. Wij begrijpen dat de Regeering, die de verantwoordelijkheid draagt van de stichting der posten, van de bepaling hunner bevoegdheid en van de keus van het personeel, niet al te haastig mag te werk gaan; doch, onze merkwaardige toestand op handelsgebied mag niet uit het oog verloren worden.

Tijdens de bespreking van de boodschap, door den Minister van Buitenlandsche Zaken aan den Hoogen Raad van nijverheid en handel gezonden, deed een lid van die vergadering zeer terecht opmerken dat :

« Indien België, in plaats van in den wereldshandel de vijfde plaats te » hebben, de vijfde militaire of zeevaartmogendheid was, men geen oogen- » blik zou aarzelen millioenen te stemmen om de laatste modellen van » kanonnen, geweren, onderzeesche schepen en luchtschepen aan te » schaffen ten einde zijnen rang te behouden.

» Mag men redelijkerwijze een oogenblik aarzelen eenige honderddui- » zenden frank uit te geven, niet alleen om onze oppermacht te verze- » keren, maar eenvoudig om de belangen van onze nijverheid en van onzen » handel in het buitenland te verdedigen? »

Andere landen, die eenen lageren rang bekleeden op het gebied van handel en van uitvoer hunner voortbrengselen, doen veel grootere opofferingen. Laten wij enkel van Oostenrijk-Hongarijë spreken, dat jaarlijksch 44 miljoen 750,000 frank voor zijne gezantschappen en consulaten besteedt, en van Italië dat voor zijne diplomatische agenten 2,387,000 frank en voor zijne consulaten 3,592,000 frank uitgeeft.

De economische uitrusting van een land moet in overeenstemming zijn met zijne kracht van voortbrenging.

Het is nu, op het oogenblik dat de strijd meer en meer hevig en moeilijk wordt, ten gevolge van het verlies van zekere markten, die voor ons gesloten zullen blijven door de verhooging van de invoerrechten, eigenlijk verbodsrechten geworden, dat wij onze handelsbetrekkingen moeten uitbreiden en ons land en zijne voortbrengselen beter moeten doen kennen.

Deze voortbrengselen, het is treurig het te moeten bekennen, bereiken zeer dikwijls den verbruiker zonder dat hij weet van welk land zij afkomstig zijn.

Indien het waar is dat ons land, dat te veel opbrengt en te dicht bevolkt is, nooit te veel vertegenwoordigers zal hebben in alle werelddeelen, dan is het niet minder waar dat onze uitvoerders ook ernstige pogingen in het werk moeten stellen.

Allen hebben wij de kolossale ontwikkeling van den handel en van de nijverheid kunnen nagaan bij de landen die rondom ons liggen. Deze ontwikkeling hebben zij te danken aan de prachtige inrichting die zij

gegeven hebben aan hun leger van vertegenwoordigers en reizigers welke zij naar alle landen der wereld zenden.

Deze agenten vinden bij hunne consuls hulp en bescherming en de bedrijvigheid dezer consuls is des te grooter dat ze meer gelegenheid hebben hunne landgenooten van nut te zijn.

Wat andere natiën gedaan hebben, kunnen wij ook doen; wij kunnen dezelfde inrichtingen in 't leven roepen om onzen uitvoer te vergemakkelijken en onze belangen te verdedigen.

Laten wij niet alles van de Regeering verwachten; laten de particulieren hunnen plicht doen en zij zal den hare vervullen; want aan de zending van bescherming die zij haren landgenooten en hunnen belangen verschuldigd is, kan zij zich niet onttrekken.

Wij vestigen nog de aandacht der Regeering op het belang van de kwestie der huisvesting van onze diplomatische agenten in het buitenland en, bijzonder, van onze consulaire agenten.

Artikel 14 van het ontwerp van Begrooting voorziet een krediet van 15,000 frank voor buitengewone tijdelijke vergoedingen toe te staan aan zekere onzer agenten die verblijven in plaatsen, waar de huishuren buitengewoon duur zijn.

Wij kunnen dezen maatregel slechts goedkeuren, maar de poging schijnt ons nog zeer bescheiden. Het is in het bepaald belang van onzen buitenlandhandel dat de vertegenwoordigers van België deftig zouden gehuisvest zijn en binnen het bereik van degenen die hen noodig hebben. Het is verneiderend én voor onze agenten én voor onze landgenooten onaangename vergelijkingen te moeten maken met de wijze waarop de consuls van andere landen zijn gehuisvest, die minder rijk zijn en minder gewichtige belangen te verdedigen hebben.

Tijdens de bespreking van de Begrooting in de Afdeelingen en in de Middenafdeeling werden verscheidene opmerkingen gedaan en verscheidene vragen gesteld, betreffende het inrichten van nieuwe consulaten, den proeftijd voor candidaat-consuls, het gebruik van de Vlaamsche taal en het belang in onze kantsnijverheid aan te moedigen met het oog op den uitvoer.

Vragen.

« a) In welke steden denkt de Regeering de nieuwe consulaire posten in te richten, door de Begrooting van 1910 voorzien?

» b) Zal zij meer beroepsconsulaten inrichten?

» c) Welk gevolg denkt de Regeering te geven aan het verslag over ons consulaire regiem gedaan in naam van den Hoogen Raad van handel en nijverheid? »

Antwoord.

« a) De Hooge Raad van nijverheid en handel was voor de inrichting van bezoldigde consulaire posten in zekere steden van Europa, onder

andere te Bazel, Barcelona, Budapest, Bergen, Duinkerken, Galatz, Genua, Hamburg, Havre, Londen, Milaan, Riga, Ruhrort en Salonica.

» Het Ministerie van Buitenlandsche Zaken ging tot een onderzoek over om te bepalen welke van die consulaire posten ommiddellĳk zouden ingericht moeten worden.

» Nochtans zou het nu nog niet mogelijk zijn de beslissende maatregelen te doen kennen welke genomen zullen worden.

» Volgens den wensch door den Hoogen Raad uitgedrukt, zal de zetel van het Consulaat-Generaal van het vereenigd konĳrijk Groot-Brittanje en Ierland van Liverpool naar Londen verplaatst worden. Een lokaal in de city werd ter beschikking gesteld van den titularis van den post ten einde daar zijne kanselarij te vestigen.

» b) De nieuwe kredieten, door de Wetgevende Kamers voor het dienstjaar 1910 gevraagd, laten ons toe vier nieuwe consulaire posten in te richten. Deze zullen er zijn vóór het einde van het loopende jaar.

» c) De Regeering kan slechts hulde brengen aan het werk verricht door den Hoogen Raad van nijverheid en handel in den loop van zijn onderzoek betreffende de practische middelen om de volkomene genoegzaamheid te verzekeren van de economische zending van de agenten van den buitenlandschen dienst.

» Het Ministerie van Buitenlandsche Zaken zal de besluiten van het verslag, namens den Raad aangeboden, in aanmerking nemen wat de maatregelen betreft die men moet toepassen om de vertegenwoordiging van onze handelsbelangen in het buitenland te verbeteren. Onder andere zal men daaraan denken bij het besteden van de nieuwe kredieten aangevraagd in de Begrooting van het loopende dienstjaar. »

Vraag.

« Zou het niet goed zijn een proeftĳd op te leggen aan de candidaat-consuls in de bureelen van onze maatschappĳen voor uitvoerartikelen of in die van Belgische ondernemingen in het buitenland ? »

Antwoord.

« De Hooge Raad van nijverheid en handel heeft zich gunstig getoond aan het versterken van den handelsproeftĳd, op te leggen aan de bezoldigde consuls.

» De maatregelen te nemen om dit doel te bereiken zullen grondig moeten onderzocht worden. De Regeering rekent op de welwillende medewerking van de handels- en nijverheidsvereenĳgingen van het Rĳk om deze voorafgaande studie en de te houden proeven te vergemakkelĳken. »

Vraag.

« Men vraagt een of meer Vlaamsche tolken in de streken van Frankrijk waar wij geen beroepsconsuls of Vlaamsch sprekende consuls hebben en waar vooral Vlaamsche werklieden verblijven. »

Antwoord.

« Het Belgisch consulaire korps bestaat uit bezoldigde en niet bezoldigde agenten.

» Voor het bekomen van het diploma van licentiaat in handels- en consulaire wetenschappen, welk diploma toegang geeft tot de bezoldigde beroepsconsulaten, is de kennis van beide onze nationale talen verplichtend.

» De *niet bezoldigde* agenten worden zooveel mogelijk gekozen onder de Belgen die in het buitenland verblijven en, bij voorkeur, onder degenen die een bekwaamheidsdiploma bezitten. Het is alleen bij ontstentenis van Belgen dat vreemdelingen tot dezen post mogen geroepen worden.

» De kennis van de in België gebruikte talen is altijd eene oorzaak van voorkeur. Zij wordt bijzonderlijk geëischt van de agenten die geroepen zijn hun ambt uit te oefenen in streken waar een groot getal van onze landgenooten naartoe trekken, hetzij het landen van kolonisatie zijn of vreemde havens; regelmatig door Belgische matrozen bezocht, hetzij het naburige landen geldt.

» Aan titularissen van zoodanige posten worden Vlaamsch sprekende medewerkers toegevoegd, wanneer men vaststelt dat deze niet voldoende op de hoogte zijn van beide onze nationale talen. »

Vraag.

« Zou de Regeering niet meer bijzonder belang kunnen toonen in de kantnijverheid? Deze in het buitenland doen kennen door hare Consuls en een onderzoek doen instellen door de bevoegde Consuls naar de uitbreiding van deze nijverheid in China en Japan? »

Antwoord.

« De Regeering verliest de belangen van de kantnijverheid niet uit het oog.

» Eenige jaren geleden werd er een onderzoek ingesteld naar den handel in kant in de voornaamste vreemde landen. De uitslagen van dit onderzoek werden opgenomen in het *Handelsbulletin*.

» Sedert heeft het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor onze kant-uitvoerders zeer nuttige inlichtingen ontvangen, met name adressen van koopers en van vertrouwbare agenten op verschillende markten.

» Gaarne zal het, zooals overigens voor elk ander voortbrengsel van de

ationale bedrijvigheid, deze inlichtingen op de hoogte van den tegenwoordigen toestand brengen en volledig maken, zich in de ruimste mate gedragende naar de wenschen van de belanghebbenden.

» Het heeft zijne agenten in China en Japon belast een verslag te maken over de kantnijverheid in deze landen. »

Vraag.

« Eene afdeling wijst op het belang eene overeenkomst te sluiten tusschen de Regeeringen en de banken ten einde de uitwisselingen van geld te vergemakkelijken, alsook om tot eene schikking te komen betreffende de internationale tollarieven. »

Antwoord.

« De Regeering waardeert al het nut dat eene internationale overeenkomst over bovenbedoelde vragen zou medebrengen en zal gaarne met andere landen samenwerken om deze te vergemakkelijken. De verschillen, die heden tusschen de wetgevingen bestaan, en de strekkingen die zich van verschillende kanten openbaarden in toezaken, stellen ons nochtans niet in staat de mogelijkheid van eene internationale oplossing van deze punten als aanstaande te mogen beschouwen. »

*
* * *

Over hoofdstuk V van de Begrooting werden er inlichtingen gevraagd betreffende het nut de militaire wacht van het Belgische gezantschap te Peking te behouden.

Vraag.

« De Middenafdeeling vraagt eenige inlichtingen over de militaire wacht van het Belgische Gezantschap te Peking. »

Antwoord.

« De militaire wacht van het Belgische Gezantschap te Peking bestaat uit één officier en twintig manschappen. Dit cijfer werd van het begin af aan bepaald.

» Ten einde zich te overtuigen van de noodzakelijkheid deze wacht in Peking te behouden, heeft het Ministerie van Buitenlandsche Zaken onlangs aan 's Koning's Gezantschap, in Peking, gevraagd alle inlichtingen te willen mededeelen die het kon verzamelen over den huidige toestand van de wachten der andere vreemde Gezantschappen in China.

» Uit het verslag daarover gedaan door den Zaakgelastigden van België blijkt, dat de Mogendheden, die in Peking vertegenwoordigd zijn, nog niet de mogelijkheid onderzocht hebben de militaire wachten die zij daar

onderhouden, terug te roepen. De effectieven van de militaire wachten van de meeste Mogendheden werden inderdaad niet verminderd.

» Onder die omstandigheden, acht de Regeering het noodig, voor wat ons betreft, het *statu-quo* te behouden. »

*
* *

De kredieten, welke voorkomen in de hoofdstukken VI en VII voor het aandeel van België in de kosten van zekere internationale Bureelen, hebben de aandacht getrokken van de leden der Middenafdeeling en er deze toe gebracht aan den heer Minister van Buitenlandsche Zaken te doen opmerken hoe belangrijk het voor België zou zijn een grooter getal van deze bureelen op zijn grondgebied te bezitten.

Vraag.

« Verscheidene landen, onder andere Zwitserland en Holland, dringen er voortdurend op aan internationale Bureelen, die voor het oogenblik zooveel belang opwekken, op hun grondgebied te zien vestigen.

» Zwitserland bezit het internationaal Bureel voor de Postovereenkomst en dat voor Arbeid.

» Holland bezit de instelling genaamd « Tribunal de La Haye ».

» De congressen die voor de Tentoonstelling van Brussel worden voorbereid, zullen aanvangen met het Congres der congressen.

» Zou de Regeering zich niet een weinig kunnen beijveren ten einde dit Bureel te Brussel te behouden en daar andere internationale bureelen bij te voegen, welke waarschijnlijk binnen kort tot stand zullen komen? »

Antwoord.

« Internationale Bureelen.

» De Regeering zal geene moeite verzuimen om in België te behouden en te doen vestigen den zetel van internationale Bureelen, zoodra zij zal achten dat het land daar belang bij kan hebben. »

*
* *

Daar er over hoofdstuk VII, artikel 20, zekere opmerkingen werden gedaan betreffende het Handelsmuseum en de wijze van publiciteit ten gunste daarvan ingesteld, scheen het van belang nauwkeurig de middelen na te gaan, gebruikt om het aan het publiek te doen kennen.

Vraag.

« Men vraagt meer publiciteit voor het Handelsmuseum, gevestigd te

Brussel. Vele belanghebbenden uit de provincie kennen dit Museum niet of weten het niet te vinden, wanneer zij naar Brussel komen. In de gebouwen van de Nationale Bank, in de postkantoren, de statiën en meer andere lokalen, alsmede in sommige uitgaven zouden er aankondigingen moeten geplaatst worden.

Antwoord.

« Ten einde op het Handelsmuseum, dat overigens sedert acht en twintig jaren bestaat, de aandacht der belanghebbenden te trekken, gebruikt de Regeering verscheidene wijzen van publiciteit.

» Aldus vindt men eene vaste aankondiging in het *Officieel treinboek*.

» De voornaamste der Belgische adres- en aanwijzingsboeken bevatten uitvoerige berichten betreffende het Handelsmuseum.

» Het Museum zendt berichten aan alle nieuwsbladen, die deze wel willen opnemen, om de consulaire ontvangdagen aan te kondigen, alsmede betreffende het nederleggen in het Handelsmuseum van alle stukken rakende de voorname aanbestedingen die in het buitenland plaats vinden.

» De tijdelijke tentoonstellingen van Belgische voortbrengselen, sedert eenigen tijd door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid in het gebouw van de Augustijnenstraat ingericht, worden ook ruim aangekondigd en daaruit ook trekt het Museum voordeel.

» Alle deze maatregelen hebben bijgedragen tot de uitbreiding van het bezoek aan het Museum, zooals werd vastgesteld voor de laatste tien jaren. Het gemiddeld getal bezoekers per dag, hetwelk in 1899, 139 personen bedroeg, is gestegen tot 239 in 1909, dus eene dagelijksche verhooging van 100 personen.

» Overigens zou het Ministerie van Buitenlandsche Zaken met genoeg andere praktische middelen onderzoeken, ten einde nog meer publiciteit te geven aan eenen dienst, waarvan het nut vooral afhangt van den ijver die het publiek zal toonen in het bezoeken ervan. »

Alhoewel deze verscheidene wijzen van publiciteit reeds goede gevolgen gehad hebben, zou het niet mogelijk zijn plaatsen daarvoor te benutten in de spoorwegstatiën en de spoorwagens, de post- en telegraafkantoren, de agenturen van de Nationale Bank, door het aanplakken van berichten op een eenigzins bijzonder gekleurd papier, ten einde ze te onderscheiden van de talrijke officieele berichten welke men daar gewoonlijk vindt.

Deze berichten zouden de instelling moeten doen kennen en al de inlichtingen die men daar verkrijgen kan.

Vraag.

« Wat is er geworden van het Museum voor Belgische producten in het Jubelpark, ingericht door het Departement van Nijverheid? »

Antwoord.

« Het Museum voor Belgische producten van het Jubelpark behoort tot het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, en het Ministerie van Buitenlandsche Zaken had zich nooit met deze instelling te bemoeien. Nochtans, sedert het begin van verleden jaar, heeft zij het Departement van Nijverheid eene gewillige hulp verleend om in de gebouwen van het Staatshandels museum eene reeks gedeeltelijke en tijdelijke tentoonstellingen in te richten.

» Deze tentoonstellingen werden heel gunstig door het publiek bejegend en hebben plaats wanneer de « nijverheidsbeschrijvingen van één product » uitkomen en dan stellen zij monsters ten toon van het product waarvan sprake is in de laatste verschenen aflevering. »

*
* * *

Bij hoofdstuk VII heeft een lid van eene der afdeelingen het bezwaar aangeduid dat zou kunnen voortspruiten uit de gelijktijdige tusschenkomst van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken en dat van Landbouw in den gezondheidsdienst van landverhuizing, welke dus van deze twee Departementen zou afhangen.

Vraag.

« Men vraagt dat voortaan de gezondheidsdiensten van de landverhuizing aan één Ministerie zouden verbonden worden in stede van aan twee, zooals nu het geval is — Landbouw en Buitenlandsche Zaken. »

Antwoord.

« De geneeskundige dienst van de landverhuizing wordt geheel en al door het Ministerie van Buitenlandsche Zaken verzekerd.

» Deze dienst heeft ten doel te beletten, dat er te Antwerpen landverhuizers zouden vertrekken aangetast door besmettelijke ziekten welke gedurende de reis een gevaar van overerving zouden doen ontstaan voor andere reizigers van dezelfde klasse. Verder verbiedt hij het vertrek van personen, lijdende aan niet besmettelijke ziekten of gebrekkelijkheden die, volgens de wetten op de vestiging in een land niet zouden worden toegelaten in het land hunner bestemming.

» Het geneeskundig onderzoek geschiedt in de haven zelf, onmiddellijk vóór het vertrek.

» Dezelfde dienst onderzoekt de slaappleatsen voor landverhuizers.

» Hij heeft dus als eenig doel, de *landverhuizers te beschermen*.

» Daarentegen heeft het gezondheidstoezicht, sinds eenigen tijd ingesteld in de Middenstatie van Antwerpen door den gezondheidsdienst uitgaande van het Ministerie van Binnenland-sche Zaken en dat van Landbouw, ten doel *de stad Antwerpen te beschermen* en bijgevolg het geheele

land tegen het invoeren van besmettelijke ziekten door de landverhuizers of door andere reizigers die België doortrekken.

» Deze dienst onderzoekt de landverhuizers aan de statie van Antwerpen na aankomst der treinen en besluit of zij in de stad zullen toegelaten worden.

» De opdracht van beide diensten is dus verschillend en zij werken noch gelijktijdig, noch in hetzelfde gebouw. Dus zou hunne samensmelting niet alleen moeilijk zijn, maar ook geen enkel practisch voordeel opleveren. »

De Verslaggever,
DE BECKER REMY.

De Voorzitter,
COOREMAN.

Brussel, 2 Februari 1910.

*Aan den Voorzitter der Kamer van Volksvertegenwoordigers,
te Brussel.*

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer u eene nota te zenden betreffende een amendement op het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1910.

Tengevolge van dit amendement beloopt genoemd ontwerp van Begrooting 4,181,908 frank.

Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting.

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

NOTA.

AMENDEMENT.

CHAPITRE V.	HOOFDSTUK V.
DÉPENSES DIVERSES RELATIVES AUX LÉGATIONS ET AUX CONSULATS.	VERSCHILLENDE UITGAVEN BETREFFENDE DE GEZANTSCHAPPEN EN CONSULATEN.
ART. 9. — Traitement d'un chancelier et d'un commis de chancellerie à Paris. — <i>Traitement d'un chancelier à Washington</i> ; traitement d'un commis de chancellerie à Berlin. fr. 27,000	ART. 9. — Jaarwedde van eenen kanselier en van eenen klerk der kanselarij te Parijs. — <i>Jaarwedde van eenen kanselier te Washington</i> ; jaarwedde van eenen klerk der kanselarij te Berlijn. fr. 27,000

Men stelt voor, het oorspronkelijk gevraagde krediet te verhoogen met 6,000 frank.

Het belang van de werkzaamheden van het Gezantschap te Washington maakt de benoeming van een kanselier noodzakelijk.
